

F. 93 — 635

**18 FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, notamment les articles 91 et 93;

Vu la Consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement subventionné libre affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 février 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de rendre le présent arrêté applicable au moment de l'entrée en vigueur du décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 1^{er} février 1993,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une Commission Paritaire Centrale de l'enseignement libre confessionnel, ci-après dénommée « La Commission Paritaire Centrale ».

La Commission Paritaire Centrale a pour mission :

- 1^o de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement libre confessionnel;
- 2^o de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du présent décret;
- 3^o d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;
- 4^o de suivre l'évolution du droit social et d'y adopter les règles complémentaires.

Art. 2. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre confessionnel ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement Fondamental ».

La Commission paritaire de l'enseignement fondamental a pour mission :

- 1^o de délibérer les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement fondamental libre confessionnel;
- 2^o de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement fondamental libre confessionnel;
- 3^o d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement fondamental libre confessionnel.

Art. 3. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement secondaire libre confessionnel, ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement Secondaire ».

La Commission paritaire de l'enseignement secondaire a pour mission :

- 1^o de délibérer sur les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement secondaire libre confessionnel;
- 2^o de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement secondaire libre confessionnel;
- 3^o d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement secondaire libre confessionnel.

Art. 4. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel, ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement Spécial ».

La Commission paritaire de l'enseignement spécial a pour mission :

- 1^o de délibérer sur les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement spécial libre confessionnel;
- 2^o de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement spécial libre confessionnel;
- 3^o d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement spécial libre confessionnel.

Art. 5. Il est institué une Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre confessionnel ci-après dénommée « La Commission Paritaire de l'Enseignement Supérieur ».

La Commission paritaire de l'enseignement supérieur a pour mission :

- 1^o de délibérer sur les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement supérieur libre confessionnel;
- 2^o de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de l'enseignement supérieur libre confessionnel;
- 3^o d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, spécifiques à l'enseignement supérieur libre confessionnel.

Art. 6. Chaque Commission paritaire est constituée comme suit :

- 1^o onze membres effectifs et onze membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel;

2° onze membres effectifs et onze membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

- 3° un président et un vice-président;
- 4° un référendaire;
- 5° un secrétaire et un secrétaire adjoint.

Art. 7. Les membres sont nommés pour une durée de cinq années.

Le mandat des membres prend fin :

- 1° en cas de démission;
- 2° lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- 3° en cas de décès.

Tout membre quittant une commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Il achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 8. Il est alloué au Président de chaque commission paritaire une indemnité forfaitaire de 2 000 francs par réunion à laquelle il assiste ainsi que le remboursement des frais de déplacement équivalent à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Il est alloué aux membres de chaque Commission paritaire le remboursement des frais de déplacement équivalent à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour d'entrée en vigueur du décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Bruxelles, le 18 février 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

VERTALING

18 FEBRUARI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de paritaire commissies in het confessioneel vrij onderwijs

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid de artikelen 91 en 93;

Gelet op de raadpleging van de meest representatieve groeperingen van inrichtende machten en van de groeperingen van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, aangesloten bij een in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde vakvereniging;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën dd. 5 februari 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit toepasselijk moet zijn van bij de inwerkingtreding van het decreet houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve dd. 1 februari 1993,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een centrale paritaire commissie voor het vrij confessioneel onderwijs ingesteld, hierna « de centrale paritaire commissie » genoemd.

De centrale paritaire commissie heeft als opdracht :

- 1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij confessioneel onderwijs;
- 2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder voormeld decreet ressorteren;
- 3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- 4° de evolutie van het sociaal recht te volgen en de aanvullende regels daaraan aan te passen.

Art. 2. Er wordt een paritaire commissie voor het confessioneel vrij basisonderwijs ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het basisonderwijs » genoemd.

De paritaire commissie voor het basisonderwijs heeft als opdracht :

- 1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij confessioneel basisonderwijs;
- 2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij confessioneel basisonderwijs;
- 3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het confessioneel vrij basisonderwijs.

Art. 3. Er wordt een paritaire commissie voor het vrij confessioneel secundair onderwijs ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het secundair onderwijs » genoemd.

De paritaire commissie voor het secundair onderwijs heeft als opdracht :

- 1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij confessioneel secundair onderwijs;

2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij confessioneel secundair onderwijs;

3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het confessioneel vrij secundair onderwijs.

Art. 4. Er wordt een paritaire commissie voor het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het buitengewoon onderwijs » genoemd.

De paritaire commissie voor het buitengewoon onderwijs heeft als opdracht :

1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs;

2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs;

3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs.

Art. 5. Er wordt een paritaire commissie voor het vrij confessioneel hoger onderwijs ingesteld, hierna « paritaire commissie voor het hoger onderwijs » genoemd.

De paritaire commissie voor het hoger onderwijs heeft als opdracht :

1° te beraadslagen over de algemene werkvoorwaarden in het vrij confessioneel hoger onderwijs;

2° elk geschil te voorkomen of bij te leggen dat zou kunnen rijzen of gerezen is tussen de inrichtende machten en de personeelsleden van het vrij confessioneel hoger onderwijs;

3° aanvullende regels vast te leggen buiten de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, specifiek voor het vrij confessioneel hoger onderwijs.

Art. 6. Elke paritaire commissie omvat :

1° 11 leden en 11 plaatsvervangers die de inrichtende machten van het confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigen;

2° 11 leden en 11 plaatsvervangers die de representatieve organisaties van personeelsleden van het confessioneel onderwijs vertegenwoordigen, aangesloten bij een in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde vereniging;

3° een voorzitter en een ondervoorzitter;

4° een referendaris;

5° een secretaris en een adjunct-secretaris.

Art. 7. De leden worden benoemd voor vijf jaar. Hun mandaat neemt een einde :

1° in geval van ontslag;

2° wanneer de organisatie die de betrokkene voorgedragen heeft, om zijn vervanging verzoekt;

3° in geval van overlijden.

Elk lid dat niet langer van een paritaire commissie deel uitmaakt, wordt binnen de 3 maanden vervangen. De vervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 8. De voorzitter van een paritaire commissie geniet een forfaitaire vergoeding van 2000 fr. per vergadering die hij bijwoont, alsook de terugbetaling van zijn reiskosten, overeenstemmend met een vervoerbewijs per spoor in 1e klasse. De leden van een paritaire commissie genieten de terugbetaling van hun reiskosten, overeenstemmend met een vervoerbewijs per spoor in 1e klasse.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het decreet houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs in werking treedt.

Brussel, 18 februari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 636 (93 — 344)

27 JUILLET 1992. — Décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 33 du 17 février 1993, de la page 3558 à la page 3586 :

1° il y a lieu de lire, dans le texte français, dans le préambule à la page 3558 :

« 1er février 1993. — Décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné (1).

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit : ... »
au lieu de :

« 27 juillet 1992. — Décret fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné (1).

L'Exécutif de la Communauté française,

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales est chargé de présenter au Conseil de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit : »;